

Le Monde CAMPUS

CAHIER DU « MONDE » N° 23716 DATÉ JEUDI 8 AVRIL 2021
NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

J'avais 20 ans

MARIE ROSE MORO

Pionnière de la psychiatrie transculturelle, la thérapeute travaille notamment auprès des enfants de migrants en difficulté, à la lumière de son propre parcours de fille de réfugiés espagnols

PAGE 8



LA TENTATION DE LA RECONVERSION

Pour certains, la crise sanitaire est un déclencheur, pour d'autres, elle confirme un projet en cours. Jeunes diplômés ou actifs déjà bien intégrés, ils sont de plus en plus nombreux à reprendre des études pour changer de trajectoire. A l'image de ces reconvertis à la boulangerie, qui transforment radicalement leur mode de vie

DES RECONVERTIS PRÉCOCES

Actifs insatisfaits, de plus en plus de jeunes diplômés rejoignent les bancs de l'enseignement supérieur pour repenser leur avenir

PAGE 3

REPRENDRE SES ÉTUDES, MODE D'EMPLOI

Trouver une formation, la financer, se lancer: les étapes-clés d'une reconversion sans stress

PAGE 4

LES CONFINEMENTS OU LE DÉCLIC

Pour certains jeunes diplômés, « c'est le moment ou jamais de changer de vie », parfois de manière radicale. Un programme en ligne les accompagne dans leur transition

PAGE 5

A l'Ecole internationale de boulangerie, Noyers-sur-Jabron, (Alpes-de-Haute-Provence).
P. GHERDOUSSI/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »



NÉO-BOULANGERS FAIRE DU PAIN ET ROMPRE AVEC SON QUOTIDIEN



L'École internationale de boulangerie, à Noyers-sur-Jabron, dans les Alpes-de-Haute-Provence, propose une formation destinée aux adultes en reconversion et porteurs d'un projet professionnel d'installation. PATRICK GHERDOUSSI/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

Reportage Dans les Alpes-de-Haute-Provence, une école forme des patrons boulangers. Les stagiaires, issus de tous les horizons, misent sur le pain pour réinventer leur vie

NOYERS-SUR-JABRON (ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE) - envoyée spéciale

Ils ont tout lâché et les voilà dans le pétrin. Un pétrin joyeux, quoique collant et poussiéreux. Bien loin des open spaces aseptisés que la plupart ont fréquentés. Dans la vallée du Jabron, entre le mont Ventoux et Sisteron, leur laboratoire fait face à la montagne de Lure enneigée. Ça sent bon la tourte de seigle, le sésame, la poudre de cacao... Vous l'aurez deviné: nous sommes avec une bande de reconvertis à la boulangerie.

Les 11 stagiaires, de 28 à 55 ans, ont signé pour quatre mois de formation diplômante de niveau 4 (équivalent du bac professionnel) dévolue à la panification au levain naturel. En alternance, ils vont passer neuf semaines ici, à l'École internationale de boulangerie (EIDB), et six semaines en entreprise. Tous ont le même objectif: ouvrir leur propre établissement bio, à la ville ou à la campagne. « On leur donne une caisse à outils, ils pourront choisir de s'installer seul dans la Creuse ou d'avoir 80 salariés à Hongkong », précise Thomas Tefri-Chambelland, le fondateur de l'école, lui-même reconverti après une première vie en tant qu'enseignant de biologie.

Lauriane Delarue, diplômée de la Lincoln University, en Angleterre, rêve de proposer seule sa gamme de pains et viennoiseries au levain, en Charente-Maritime, près de La Rochelle. Calot blanc sur la tête, elle raconte sa « crise de la trentaine ». Au moment du premier confinement, en mars 2020, elle est mise au chômage partiel tandis qu'elle fête ses 30 ans: « J'ai réalisé qu'il me restait encore trente-cinq années à bosser et que je n'allais pas tenir », raconte celle qui était chargée d'affaires dans un groupe d'outillage pour des entreprises du BTP. Un CDI, de bonnes primes et une voiture de fonction: « Sur le papier, j'avais tout pour être heureuse », admet Lauriane. Sauf qu'elle ne supporte plus de passer son temps sur des fichiers Excel et que, le dimanche soir, elle n'arrive plus à dormir. « Il n'y avait pas de sens pour moi, il me manquait toujours le plaisir. Je pensais secrètement à la pâtisserie, mais le travail dès 3 heures du matin me faisait peur pour construire une famille... »

Comme la plupart des diplômés qui se tournent vers des métiers manuels, avides de « concret » et majoritairement privilégiés, il est primordial pour ces néoboulangers de trouver un équilibre entre leurs vies personnelle et professionnelle. D'aucuns n'ouvriront qu'en fin d'après-midi pour préserver leurs nuits. « L'image du boulanger, enfermée la nuit dans sa cave, ne peut pas être un idéal. On doit sortir de ce standard à la Zola, revenir à un rythme plus humain »,

souligne Thomas Tefri-Chambelland, qui milite pour une reconsidération du statut social de l'artisan.

Dans l'école construite en bois de mélèze local, les élèves travaillent à la lumière naturelle devant d'immenses baies vitrées, au travers desquelles on aperçoit parfois quelques moutons. A raison de quatre groupes de onze personnes accueillies chaque année, suivies au quotidien par quatre formateurs, l'EIDB fait dans le haut de gamme. Autant dire que les places sont chères – 16 000 euros pour la formation diplômante d'artisan boulanger bio, souvent financée par un apport personnel – et la liste d'attente est longue comme le bras... En ce début de printemps, le secrétariat inscrit ses stagiaires pour la fin 2022.

SANS LEVURE NI ADDITIFS

A la sortie de ce cocon hors du monde – électron libre par rapport aux centres de formation d'apprentis classiques – 80 % des diplômés montent leur entreprise. En plus de quinze ans d'existence, le directeur de l'EIDB n'a relevé aucune défaillance: « Sur un réseau de 150, aucune n'a fermé pour raisons économiques », remarque celui qui a façonné son école de boulangerie comme une école de commerce. Nous sommes très attachés à l'ingénierie de projet. Je suis le mauvais bougre qui les ramène à la réalité: les stagiaires doivent s'investir dans une structure qui va durer et avec laquelle ils vont se payer. » Compte d'exploitation, business plan... tout y passe pour « déniaiser les gens sur l'argent », en plus d'apprendre à faire la meilleure des miches – sans levure ni additifs.

Jean-Laurent Cassely, journaliste auteur de l'ouvrage *La Révolte des premiers de la classe* (Arkhé, 2017), qui a fait de ces jeunes diplômés qui passent un CAP un objet d'étude, observe ainsi que « ce qui est arrivé aux autres secteurs, précédemment "disruptés" par le retour des artisans, n'épargne pas la boulangerie ». Si personne ne sait où on sera dans dix ans, tout le monde semble d'accord pour dire que l'on mangera toujours du pain. « Plutôt qu'un délire narcissique, c'est un choix rationnel, poursuit-il. Contrairement à la saturation de certains commerces – de type fromagerie ou librairie –, le territoire est capable d'absorber un grand nombre de boulangeries. »

Car le pain n'est pas un produit comme les autres. Tour à tour, les reconvertis évoquent sa « magie ». Au petit matin, il n'y a rien à part de la farine et de l'eau; à la tombée du

jour, c'est une flopée de brioches, pains de campagne, fougasses et autres cookies qui seront distribués aux associations du coin. « La pâtisserie, c'est joli, mais ce n'est pas vivant comme la boulangerie », tranche Maye Lepoutre, Mexicaine de 35 ans, diplômée d'un master en chimie des plantes. Elle a arrêté la recherche en biologie il y a quatre ans, lassée de faire « un boulot qui n'aboutit jamais », pour se lancer dans un CAP en pâtisserie. Aujourd'hui, elle bifurque vers la boulangerie, conjuguant plaisir sensitif et intérêt scientifique. « Il y a quelque chose de miraculeux dans toutes ces réactions chimiques. Pour faire du bon pain, on regarde la fermentation du levain, mais aussi la température de la pâte, son pH... C'est une matière noble: on ne va pas ajouter de la déco ou des choses qui brillent. Et si tu n'es pas relax, tu vas le transmettre à ta pâte. »

Façon madeleine de Proust, le pain est associé à des souvenirs rassurants, à une sensualité particulière. « N'oublions pas que celui-ci a représenté le corps du Christ pendant très longtemps », rappelle l'historien américain Steven Kaplan, lui-même passé par un CAP de boulangerie, auteur de l'ouvrage *Pour le pain* (Fayard, 2020). C'est un objet banal du quotidien, mais bien différent d'une chaussette! Le pain porte les reliques de sa sacralité. C'est aussi le symbole de la ration de survie pour nombre de Français. En 1789, Louis XVI a d'ailleurs été surnommé « le boulanger »: « Historiquement, la recherche du pain, c'est la conquête de la liberté », souligne M. Kaplan. Les outsiders de l'EIDB sont porteurs de cette culture française, avec cette idée: je deviens mon propre patron, et je fais ce que je veux grâce au travail de mes mains. » Et pourtant, « dans la France bourgeoise, il y a depuis longtemps une résistance à l'apprentissage, un mépris pour les métiers manuels », souligne l'historien. « Les enfants devaient étudier pour ne pas être souillés par leur sueur en allant au fournil. Au XVIII^e siècle, on ne pouvait devenir boulanger que de père en fils. Une forme de snobisme d'en haut et d'en bas. »

En arrivant d'horizons très divers, les jeunes reconvertis à la boulangerie cassent les codes de ceux qui n'ont jamais quitté le pétrin. Dans ce renversement de culture, il y a chez les néoboulangers « un effet signature », selon l'expression de Jean-Laurent Cassely: « Ces métiers manuels offrent aux reconvertis une latitude créative. La filière du bâtiment n'est pas aussi courue par exemple. Et, dans l'inconscient collectif, le boulanger représente un personnage central, une star du village: un potentiel qui n'attend que d'être revalorisé par ceux qui savent jouer avec l'image. »

Les stagiaires de l'EIDB revendiquent leur différence: ils veulent proposer un pain « qui [leur] ressemble ». En rupture avec l'homogénéité de la baguette traditionnelle, ceux-là

ESRA EN VISIOCONFÉRENCE

FORMATIONS AUX MÉTIERS DU CINÉMA ET DU SON

Titres certifiés RNCP

PLUS DE 8 000 ANCIENS ÉLÈVES

JOURNÉES PORTES OUVERTES DU 10 AVRIL AU 29 MAI

CONSULTEZ LES DATES

1, rue Xavier Grall
02 99 36 64 64
RENNES

34, rue du Beau Site
+32 (0)2 647 4737
BRUXELLES

www.esra.edu
Enseignement supérieur technique privé reconnu par l'État

CHAQUE MICHE SERAIT PORTEUSE D'UNE CONSCIENCE ÉTHIQUE ET ÉCOLOGIQUE

partent en croisade contre la standardisation du goût. Dans un engagement politique, voire militant, ils veulent réapprendre des méthodes de fermentation «à l'ancienne» et utiliser des farines locales issues de l'agriculture paysanne. Plus digeste et aromatique, leur pain serait ainsi de meilleure qualité nutritionnelle. Et chaque miché porteuse d'une conscience éthique et écologique.

«ÉCONOMIE MINIMALE»

Au-delà de la quête de sens, ces apprentis boulangers souhaitent explorer le bon sens. Certains nous ont même dit «*entrer en résistance*». «*Qu'est-ce qu'on fait pour la génération d'après? C'est de notre responsabilité!*», lâche Victoire Poirier, 32 ans, qui travaillait ces cinq dernières années à la direction technique du Théâtre Gérard-Philipe, en Seine-Saint-Denis. Si elle aimait son métier, elle a «*toujours su qu'[elle] en ferai[t] plein de différents*»: la crise sanitaire n'a fait que confirmer son choix. Pour Victoire, le pain, «*c'est un outil pour mener un projet de vie*»: apprivoiser la solitude chez ses logeurs du moment, Odette et Norbert; s'éloigner de Paris et avoir la liberté de s'installer partout; ne dépendre de personne... «*Bien sûr que c'est politique!* dit-elle. *Avec de la farine et de l'eau, tu fabriques et ton levain et ton pain. Tu es dans une économie minimale qui fait sens, pas dans la surconsommation ni la surproduction.*»

Eux-mêmes en transition, cette poignée de jeunes entendent participer à ce que sera l'alimentation de demain. Brice Castelli et Romain Gendre, respectivement 28 et 29 ans, se sont rencontrés pendant leurs études d'ingénieurs aux Arts et Métiers, à Paris. Ils ont le projet d'ouvrir une boulangerie de quartier à Lyon et de tout faire à la main: «*On souhaite se décharger des machines. On ne veut pas de pétrin. On retourne à des choses simples: il n'y a plus de notion de carrière ni de course en avant*», expose Brice, qui s'est senti en «*disonance cognitive*» pendant ses trois années dans un cabinet de conseil parisien. Romain, lui, travaillait dans le traitement des déchets: il n'a pas fait de burn-out, il est simplement là «*par conviction*». ●

LÉA IRIBARNEGARAY

Des reconversions de plus en plus précoces

Déçus par la vie active, nombre de jeunes adultes diplômés renouent avec les études

C'est un modèle qui a longtemps été une caractéristique française et qui, peu à peu, se fissure. Celui du diplôme unique obtenu dans la continuité des études secondaires, juste avant d'entrer dans la vie active, et dont on se prévaut tout au long de sa vie. Mais ce modèle change.

Les jeunes adultes sont de plus en plus nombreux à reprendre des études pour obtenir un nouveau diplôme, quelques années après avoir commencé leur vie active, observe le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq), dans une étude parue fin 2020. Depuis vingt ans, «*ce phénomène continue d'augmenter au fil des enquêtes*», constate Alexie Robert, chargée d'études au Céreq. La part de jeunes qui reprennent des études dans les sept ans qui suivent leur entrée dans le monde professionnel est ainsi passée de 14% pour les jeunes diplômés en 1998, à 23% pour ceux sortis en 2010, tous niveaux de diplômes confondus. Et c'est sans compter toutes celles et ceux qui se reconvertisent au moyen des formations courtes non diplômantes.

Comment l'expliquer? Par les difficultés d'insertion professionnelle tout d'abord. L'âge moyen d'accès à un premier emploi stable est passé de 20 ans en 1975 à 27 ans aujourd'hui, selon une étude du Conseil économique, social et environnemental. «*La transition entre études et marché du travail s'est fluidifiée pour les plus favorisés, mais elle est devenue plus floue et labyrinthique pour les autres. L'enjeu de ces reprises d'études est souvent de s'assurer un poste stable et un niveau de rémunération correct*», estime le sociologue François Sarfati, chercheur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM).

La propension à reprendre ses études en début de vie active touche tous les niveaux de diplôme, note le Céreq. Mais ceux qui ont un niveau baccalauréat sont les plus enclins à revenir sur les bancs de l'enseignement supérieur. Comme Claire Lottin qui, après avoir raté son bac littéraire, a commencé tout de suite à travailler. «*J'en avais marre, je voulais gagner de l'argent et être indépendante*», se souvient-elle. S'en suivent cinq années de petits boulots dans l'animation, la restauration, l'événementiel. Elle décide ensuite de reprendre les études, par le biais d'un diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, à la rentrée 2020. «*Quand j'ai choisi de chercher du travail après ma terminale, je savais déjà que je reprendrais mes études un jour. Certains concours de la fonction publique sont accessibles sans le bac, mais avec le DAEU, si je veux me reconverter de nouveau, ce sera plus simple*», explique l'étudiante, qui veut travailler dans la criminologie.

«*Ces reprises d'études viennent consacrer le rôle central du diplôme dans la société française*», analyse M. Sarfati. La majorité de ces jeunes cherchent à obtenir un diplôme du niveau supérieur à celui obtenu dans le cadre de leur formation initiale, comme Betty Febvay. Après son BTS commercial, elle a tra-

vaillé cinq ans dans la vente, d'abord en magasin puis comme téléconseillère. Elle a ensuite repris un bachelors en marketing digital en alternance, au Digital College, en septembre 2020. «*J'avais le sentiment d'être peu reconnue dans mon travail, que les métiers de la vente n'étaient pas valorisés et qu'il me fallait obtenir un diplôme bac + 3 pour progresser*», estime l'apprentie, qui n'exclut pas de poursuivre en master.

L'ALTERNANCE, LA VOIE ROYALE

Ces reconversions précoces posent aussi la question de l'orientation post-bac. La déception face à la réalité d'un métier, et le mal-être qu'elle peut engendrer, revient dans de nombreux témoignages. «*Au lycée, on manque d'accompagnement sur ce que sont réellement les métiers et ensuite cela ne fait que s'amplifier. On nous vend du rêve*», juge Sophie Durel. Cette diplômée d'un master en management de l'innovation a travaillé dans des collectivités avant d'entamer une reconversion comme ingénieure acousticienne en suivant les cours du soir au CNAM. Une démarche qu'elle a entamée à 27 ans, et qui va encore lui prendre plusieurs années. «*A 18 ans, on nous met une énorme pression pour s'orienter, déplore la tout juste trentenaire. J'admire ceux qui arrivent à trouver leur voie du premier coup.*»

Selenn Danjean aussi est tombée de haut quand elle a commencé à travailler comme infirmière. «*J'idéalisais le monde hospitalier à travers les séries. Ça a été la douche froide. Je voyais mes collègues peu épanouies, mais je me disais: "c'est peut-être ça la vie professionnelle"*», se souvient-elle. Deux ans et demi après l'obtention de son diplôme et alors qu'elle est infirmière de nuit en

réanimation, elle jette l'éponge et décide de se reconverter dans le secteur bancaire. Quelques semaines plus tard, à la rentrée 2019, elle signe un contrat de professionnalisation avec le CIC et l'École supérieure de la banque. Elle obtient son bachelors en septembre 2020 et est embauchée dans l'agence où elle a fait son alternance. «*J'ai tout fait toute seule. On n'est pas assez accompagnés pour changer de métier*», estime-t-elle.

Les dispositifs de financement pour se reconverter se sont multipliés ces dernières années. L'alternance fait figure de voie royale. Depuis 2019, les contrats d'apprentissage peuvent être signés jusqu'à 30 ans (le contrat de professionnalisation, lui, est sans limite d'âge). Au-dessus de 26 ans, l'apprenti touche 100% du smic. «*Je n'ai même pas perdu en salaire alors que je suis de nouveau étudiante. J'ai 28 ans, je suis partie de chez mes parents depuis longtemps. Sans alternance, je n'aurais pas pu me lancer*», dit Betty Febvay. En cette période de crise sanitaire, dans le cadre du plan «*un jeune, une solution*», les employeurs bénéficient d'une prime pour l'embauche d'un apprenti.

Le contexte de crise risque d'accroître le phénomène. Journaliste, Eva Mignot a décidé de se reconverter en 2019. «*J'avais accumulé trop de pression, je ne me voyais pas continuer dans ce métier. C'est le premier confinement qui m'a permis de me poser et de sauter le pas*». Elle qui rêvait d'ouvrir une librairie se lance alors dans une formation courte à l'École de la librairie. A 27 ans, elle recherche à présent le local qu'il lui faut pour entamer sa deuxième vie professionnelle, quatre ans après son entrée sur le marché du travail. ●

SYLVIE LECHERBONNIER

«À 18 ANS, ON NOUS MET UNE PRESSION ÉNORME POUR S'ORIENTER»

SOPHIE DUREL
étudiante en reconversion

IL ÉTAIT UNE FOIS, VOUS. DEMAIN

Vous et vos rêves,
vous et vos ambitions de carrière :
lancez-vous avec confiance et réussite.
Changeons ensemble le cours de
votre histoire.

www.iae-paris.com

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE

IAE PARIS

SORBONNE BUSINESS SCHOOL

Une grande histoire de management

SORBONNE

CANDIDATURES EXECUTIVE
> du 3 au 31 MAI 2021

EXECUTIVE EDUCATION

MBA COMMUNITY

Une communauté d'apprentissage
multiculturelle et multigénérationnelle

#66

FT
FINANCIAL
TIMES

CLASSEMENT
MONDIAL
FORMATION
CONTINUE
2020

EXECUTIVE MBA, La formation 360° pour les dirigeants à l'ère digitale

EXECUTIVE MBA CHIEF VALUE OFFICER, Le premier MBA Chief Value Officer au monde

FULL TIME MBA, Le MBA qui forme les leaders de demain

150
Dirigeants formés par an
à travers le monde

8 MBAs
répartis sur
3 continents

Responsabilisation et
sensibilisation à l'impact
positif de leurs actions

Audencia

executive.audencia.com

CHANGER DE VIE MODE D'EMPLOI

Qu'elle soit choisie ou imposée par la crise, une reconversion par la reprise d'études ne s'improvise pas. Les clés de la réussite en huit étapes

Devenir thérapeute, ouvrir une librairie ou une boulangerie, se former à la gestion de projets à impact environnemental, au graphisme, au développement de sites Web... Les confinements ont boosté les envies de changement professionnel chez certains actifs, quand d'autres ont été contraints par la crise à une reconversion. Que ce soit pour acquérir des compétences ou pour changer de vie, vous avez décidé de vous lancer. Mais par où commencer ? On vous guide.

1. S'inspirer

Votre réflexion en est à ses prémices ? Cherchez l'inspiration en écoutant des podcasts spécialisés en reconversion professionnelle : « Génération XX », « Les Déviations » (« Patrick, l'homme d'affaires devenu chaman », « Clotilde, faire de son travail un jeu »), ou en piochant dans les vidéos de la chaîne YouTube « Défis métiers ».

Sollicitez des personnes qui vous ouvrent à de nouveaux univers – des « mind expenders », comme les appelle Alexia Colson-Duparchy, autrice du livre *De l'art d'envoyer valser sa carrière* (Hachette, 2020). « Il ne faut jamais hésiter à parler de ses projets, car il y aura toujours une personne pour vous mettre en contact avec quelqu'un qui est passé par là. Un mentor, c'est aussi précieux qu'un financement », affirme-t-elle.

Si vous avez un besoin urgent de retrouver du travail, regardez en priorité les formations aux métiers qui peinent à recruter : les secteurs du bâtiment, du

sanitaire et social, les métiers liés à la transition écologique ou au numérique.

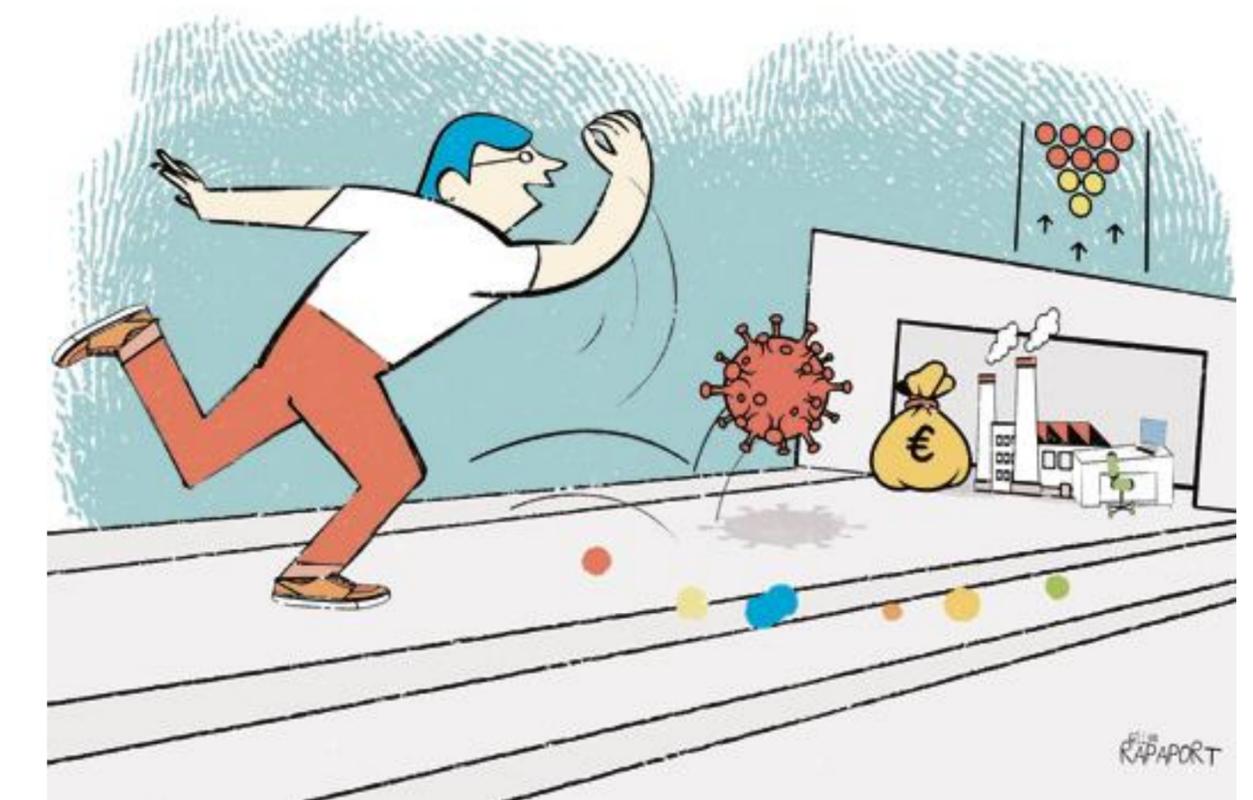
2. Tester sa motivation

Suivre un MOOC (cours en ligne) sur la formation ou le métier envisagé permet de se rendre compte du cadre de la formation – une bonne manière de voir si vous serez capable de vous replonger dans des manuels. L'université de Toulouse propose, par exemple, cinq semaines d'introduction à la psychologie à l'université. Vous hésitez sur les actions à mener ? L'Association pour l'emploi des cadres (APEC) propose de tester votre projet en dix minutes.

Si vous envisagez une reconversion vers un métier physique, avant de vous lancer dans une formation, « faites une immersion pour vérifier que votre corps et votre mental tiennent le coup », prévient Carine Celnik, fondatrice de la plate-forme TestUnMétier, qui propose, comme son nom l'indique, de tester un métier. Ebéniste, boulanger, boucher, coutelier... Les métiers manuels ont la cote chez les cadres en quête de changement, mais il est en effet important de passer de l'imaginaire fantasmé d'une profession à sa réalité. « Se mettre en situation, faire des stages, même de quelques heures, toucher la sphère émotionnelle et corporelle peut éviter bien des déconvenues par la suite. »

3. Jouer la carte CEP

Le conseil en évolution professionnelle (CEP) est un atout à jouer, d'autant qu'il est gratuit.



Mis en place par la loi du 5 septembre 2018 relative à la liberté de choisir son avenir professionnel, ce dispositif d'accompagnement personnalisé s'applique à tout projet de reconversion ou de reprise d'activité.

Commencez par le quiz « Le CEP est-il fait pour moi ? », accessible sur le site du CEP. Spoiler : à peu près tout le monde est éligible au CEP, travailleurs du secteur privé ou public, jeunes sortis du système scolaire, demandeurs d'emploi, personnes en situation de handicap, artisans, microentrepreneurs. Chacun sera dirigé vers l'organisme adéquat (APEC, Pôle emploi, mission locale, Cap emploi...).

Pour les plus téméraires, France compétences est la plate-forme de référence qui centralise les informations sur la formation et l'apprentissage (cadre juridique, enquêtes, référentiels, médiation...). L'alternance est, en effet, un excellent moyen de reprendre des études tout en étant rémunéré. D'autant que les employeurs bénéficient, jusqu'à la fin 2021, d'une prime pour l'embauche d'un apprenti (il faut toutefois avoir moins de 30 ans). Les contrats de professionnalisation, l'autre dispositif d'alternance, sont sans limite d'âge.

4. Envisager un bilan de compétences

Faire un bilan de compétences permet de mettre le pied à l'étrier « pour quelqu'un qui est dans la purée et qui a besoin d'aide pour faire le point », estime Guillaume Huot, membre du directoire de Cegos, acteur du marché de la formation professionnelle.

A condition de choisir le bon accompagnement. « Attention au choix de l'organisme de bilan, met en garde Fabienne Courbo, du centre de valorisation personnelle et professionnelle Acting. Certains noms apparaissent 40 fois sur la plate-forme MonCompteFormation, car ils proposent des formations par blocs de compétences, et la logique de l'algorithme les favorise. Mais la visibilité ne garantit en rien la qualité ! » Le

« ATTENTION AU CHOIX DE L'ORGANISME DE BILAN (...): LA VISIBILITÉ NE GARANTIT EN RIEN LA QUALITÉ ! »

FABIENNE COURBO
Centre Acting

mieux est d'aller voir sur le site de l'organisme visé quand il a été créé, s'il bénéficie d'une certification DataDock – ou désormais Qualiopi. « Appelez ou rencontrez plusieurs organismes, vérifiez leur clarté, évaluez votre ressenti », conseille Fabienne Courbo. Le bilan de compétences est éligible au compte personnel de formation (CPF).

5. Activer son CPF

Le compte personnel de formation permet d'acheter une formation qualifiante ou certifiante, grâce à des droits accumulés. Mais le nouveau dispositif peine encore à entrer dans les mœurs. A l'instar de l'application TousAntiCovid, l'appli MonCompteFormation, consacrée au CPF, ne fait pas le plein de téléchargements. « Sur 20 millions d'actifs concernés, seuls 6 millions ont ouvert un compte », observe Guillaume Huot. Premier réflexe, donc : ouvrir votre compte CPF sur le site ou l'appli. Cela prend à peine cinq minutes et ne nécessite que votre numéro de Sécurité sociale.

Mais gare à la fraude : « Certains se font siphonner leur compte CPF par quelqu'un qui a récupéré leur numéro de Sécu », alerte Fabienne Courbo. Ces fraudeurs ne veulent pas se former sur votre dos, mais voler de l'argent, car si l'ancien système (le DIF) était un compte en heures, le CPF est crédité en euros (500 euros par an, sauf cas particuliers). D'ailleurs, si vous aviez des anciens droits DIF, vous avez jusqu'au 30 juin 2021 pour les déclarer dans votre CPF (avec

justificatif) afin qu'ils soient convertis en euros sur votre CPF (une heure = 15 euros).

Bon à savoir : avec le montant disponible sur votre compte, vous n'aurez accès qu'à des formations courtes, d'une vingtaine d'heures. Vous pouvez vous passer de l'accord de votre employeur si vous vous formez en dehors de votre temps de travail. Le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), acteur historique, propose des formations modulaires et à distance éligibles au CPF. Si vous ne souhaitez pas suivre une formation longue par « blocs de compétences », il faudra vous tourner vers un autre financement.

6. Financements pour les salariés

Pour les salariés visant une reconversion, le projet de transition professionnelle (PTP) a remplacé le congé individuel de formation (CIF) depuis 2019. Il est géré par le réseau Transitions pro (adieu, Fongecif), présent dans chaque région. L'accès au PTP est soumis à une condition d'ancienneté et nécessite d'expliquer qu'il existe des débouchés dans le bassin d'emploi.

Mieux vaut avoir un allié – le conseiller de transition professionnelle – pour vous aider à monter votre dossier. Si le projet est retenu par la commission, ce sont à la fois le coût de la formation et le salaire (si la formation s'effectue sur le temps de travail) qui seront pris en charge (jusqu'au plafond de Transitions pro, soit 18 000 euros). Les étapes sont expliquées dans des webinaires comme celui de Transitions pro Ile-de-France.

Autre cas de figure : le dispositif démissionnaire, destiné aux salariés en CDI qui ont cinq ans d'ancienneté et qui souhaitent se lancer dans l'entrepreneuriat ou dans une reconversion en démissionnant de leur poste. A noter qu'il existe également des transitions collectives pour les salariés dont le métier a été fragilisé par la crise (aéronautique, restauration, loisirs...).

7. Financements pour les demandeurs d'emploi

Pôle emploi propose plusieurs dispositifs. Des formations gratuites, tout d'abord, principalement pour des personnes qui n'ont pas de qualification particulière. Ces formations peuvent se dérouler 100 % en présentiel, en mixte ou 100 % à distance.

Une aide individuelle à la formation, ensuite. C'est à vous, demandeur d'emploi, de soumettre à Pôle emploi un devis (opération possible depuis l'appli CPF) pour une éventuelle prise en charge.

Une aide à la formation préalable au recrutement, enfin. C'est une formation d'adaptation au poste de quatre cents heures au maximum (sauf cas particulier), en lien avec les besoins de l'entreprise. C'est alors au futur employeur de soumettre le devis à Pôle emploi.

8. Bien choisir sa formation

Formation diplômante, qualifiante ou certifiante : assurez-vous d'avoir bien saisi les nuances. « Il est important de bien réfléchir au choix du diplôme en fonction de l'objectif », conseille Isabelle Borrás, directrice du centre associé Céreq de Grenoble. « Il s'agit également de comprendre l'organisation du diplôme. Un adulte qui s'inscrit en licence générale avec des étudiants de 18 ans risque de se sentir marginalisé, tandis qu'en licence professionnelle ou en master, les publics sont mixtes, il y a davantage d'enrichissements mutuels. »

Bon à savoir : en cas d'autofinancement, les universités accordent souvent d'importantes réductions. Un point à ne pas négliger, car le coût dépasse le budget CPF : jusqu'à 10 000 euros par an pour un master, 4 000 euros pour une licence professionnelle. Chaque université a son propre service de formation continue, que vous pouvez contacter pour avoir un entretien, des conseils, des informations sur les tarifs et les aménagements possibles. ●

NATACHA LEFAUCONNIER

ESSCA
EXECUTIVE EDUCATION



DONNEZ UN NOUVEL ÉLAN À VOTRE CARRIÈRE

TITRE RNCP
NIVEAU 7
ÉLIGIBLE CPF

Programme Grande École en management global
Bac+5 Grade de Master



Formation professionnelle continue
Cours 2 à 3 vendredis par mois sur 18 mois
Campus d'Angers ou de Paris - Rentrée janvier 2022

CONTACT
ANGERS : pierre.auger@essca.fr
PARIS : di.li@essca.fr



Les confinements, une « brèche » pour rebondir

Propice à l'introspection, le contexte de crise pousse une communauté de jeunes diplômés en quête de sens à opérer un changement de trajectoire radical. En ligne, ils repensent ensemble leur avenir

Si quantité de jeunes adultes ont vécu les différents confinements comme des traumatismes, certains, majoritairement privilégiés et bien diplômés, y ont vu des occasions d'heureux rebonds. C'est le cas des « brêcheurs » en quête de sens, inscrits aux programmes en ligne et gratuits proposés par La Brèche – une communauté « pour les paumés.e.s qui veulent s'engouffrer dans le monde d'après tout de suite maintenant ». « Cette crise sanitaire, c'est le moment ou jamais pour des changements radicaux », prône ainsi Aurore Le Bihan, l'une de ses fondatrices. « Ces jeunes représentent une certaine population, plutôt sans enfant, qui s'est retrouvée soit en télétravail soit au chômage partiel, et qui profite de ce moment pour avancer dans ses questionnements, analyse la sociologue du travail Ludvine Le Gros, rattachée au Conservatoire national des arts et métiers. Ceux-là évoquent une parenthèse enchantée. »

Bien sûr, les confinements n'ont pas provoqué à eux seuls l'envie d'une nouvelle vie. Plutôt qu'un révélateur, les brêcheurs parlent d'un « accélérateur » – le contexte étant propice à l'introspection, à la mise à distance d'un quotidien souvent prenant. Les graines de la reconversion étaient déjà là : il a fallu les arroser collectivement.

Depuis son lancement, en juin 2020, par l'incubateur de projets sociaux makesense, La Brèche compte près de 1500 participants et plus d'une centaine de bénévoles « mobilisateurs ». Un public majoritairement féminin, âgé de 25 à 35 ans. A raison d'un courriel par jour et de réunions Zoom régulières, chacun s'offre deux semaines de réflexion pour « passer à l'action ». Au choix, parmi les différentes thématiques : « Faire un job du monde d'après », « quitter la ville », « se déconstruire pour mieux bâtir ».

Stress, perte de sens... De nombreux diplômés, notamment de grandes écoles de commerce, témoignaient, avant-crise, d'une forme de malaise, voire de mal-être, au travail. « Il y avait un terreau, et l'effet de groupe agit ici comme une réassurance, souligne Ludvine Le Gros, dont la thèse porte sur les reconversions des « élites managériales ». Avec ce type de programmes, ils partagent des aspirations communes et se disent : je ne suis pas seul et je ne suis pas fou. »

« Pour moi, c'était latent », confirme Elise Cappon, 31 ans. Diplômée d'un master de traduction à l'université de Toulouse-II, la jeune femme a vécu un burn-out juste avant le début de la crise sanitaire. Elle s'occupait, ces trois dernières années, du support informatique de clients anglophones et hispanophones. « J'avais une masse de boulot énorme, raconte-elle. Mon arrêt de travail a commencé le jour du premier confinement. Me retrouver chez moi m'a permis de réfléchir à ce à quoi j'aspirais. » Elise s'inscrit alors à la toute première promotion de La Brèche – « pour sauter le pas à plusieurs, plutôt que de tourner en rond ». Elle a finalement négocié une rupture conventionnelle avec son entreprise et suit désormais un bilan de compétences. A l'avenir, la brêcheuse se verrait bien vendre des légumes.

Elle aussi « tirillée » depuis des années par son orientation, Aziliz parle de la période Covid-19 comme d'un « tremplin pour s'écouter soi et envoyer valser les qu'en-dira-t-on ». Diplômée d'Agro-ParisTech, la jeune ingénieure a commencé sa carrière dans la R&D pour diverses entreprises agroalimentaires. N'appréciant ni le métier ni les conditions de travail, elle plaque tout en 2018, pour se former à la crêperie bretonne,

avant de partir pour un long voyage en Australie. A son retour, Aziliz enchaîne les petits contrats et écoute les conseils de Pôle emploi : elle décide de se reconvertir dans l'informatique. Mais pata-tras – et « tant mieux », dit-elle –, à l'annonce du premier confinement, ses formations sont annulées. Prise de culpabilité, oisive, la Nantaise au chômage réalise à 31 ans qu'elle préfère chercher « un boulot utile, fidèle à ses valeurs ».

Alors que les caissières et les infirmières ont été les « héroïnes » du premier confinement, la crise sanitaire entraîne certains diplômés à s'interroger sur la définition d'un « métier socialement valorisé ». Et c'est ainsi que, depuis l'été 2020, Aziliz a choisi de faire de l'aide à domicile pour des personnes âgées et handicapées. « J'ai arrêté de penser à ce qu'on attendait de moi dans la société, au fait d'être ingénieure, assume-t-elle. Le contexte m'a permis de réorienter mes questions de reconversion. » Elise Cappon s'interroge à son tour : « Pourquoi un travail est-il toujours évalué en fonction de sa rémunération, alors que l'intérêt général n'est jamais pris en compte ? »

« UN GRAND OUF »

Ecrasés par « le poids de la pression sociale », ces anciens premiers de la classe racontent avoir suivi ce qu'il est « bien vu de faire quand on a des bonnes notes », réfléchissant sur le tard à une orientation fondée sur ce qu'ils auraient « aimé faire ». Ils en viennent alors à quitter un CDI, démissionnant parfois aussi de leur vie citadine. « La ville est un espace de réalisation de soi, l'endroit où l'on va se prouver de quoi on est capable, tranche Aurore Le Bihan qui, confinée à la campagne, a pu « accélérer un processus déjà enclenché ». A 32 ans, cette diplômée de l'Edhec vient de rendre son appartement parisien pour s'installer dans une commune bigoudène de 350 habitants – Tréguennec, au bord de la mer, dans le Finistère. « Je sais que je n'en aurais pas été capable il y a cinq ans », souffle-t-elle.

« Ces mouvements impliquent que l'on ait déjà un peu vécu, capitalisé et pris du recul. Cela vient dans un second temps, après le premier amour de la carrière, analyse le philosophe François Jullien, auteur notamment de l'ouvrage *Une seconde vie* (Grasset, 2017). Plutôt qu'une rupture, on ébrèche, on fissure, pour rouvrir des possibles. » Avec un collectif de dix autres jeunes, Aurore souhaite ainsi expérimenter le « vivre et travailler autrement », fabriquer des toilettes sèches et un poulailler, tester la sobriété. « Encore en lune de miel » à Tréguennec, elle dit se sentir « dix fois mieux en termes de sens et de bien-être », tout en dépensant deux fois moins d'argent qu'à Paris. Parce qu'elle est « en décroissance radicale » comme nombre de brêcheurs, Aurore Le Bihan concrétise un geste à la fois écologique et politique. « On a, en tant que privilégiés, une forme de responsabilité à passer à l'action et à aller dans des zones inconfortables », affirme-t-elle.

Aux yeux de Corinne Morel Darleux, citée dans le panel de « celles et ceux qui inspirent les brêcheurs », conseillère régionale en

Auvergne-Rhône-Alpes et autrice de *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce* (Libertalia, 2019), ces mouvements résonnent comme « un grand ouf, un grand bravo, même s'ils restent marginaux ». « Je ne peux qu'encourager les prises de conscience », dit celle qui vit dans un village de 120 habitants, « au fin fond du Vercors ».

Il s'agit alors, pour les brêcheurs, de freiner autant que possible, quitte à travailler moins, pour gagner moins et consommer moins. En bifurquant, ces jeunes bien insérés découvrent une forme nouvelle d'instabilité. Faute d'exercer à temps plein, Aziliz ne gagne « pas beaucoup plus que le smic » : « Ça me va bien à court terme », précise-t-elle. Dans l'idée de « vivre avec moins pour vivre heureux », les participants au programme « Faire un job du monde d'après » de La Brèche calculent leur RIB (pour « Revenu induit par

vos besoins »). Ils savent ainsi de combien d'argent ils ont besoin « pour être juste bien ». Dans une démarche « zéro déchet », Aziliz préfère manger local. Elle n'achète ni viande ni vêtements neufs. Car « brêcher sa vie », c'est aussi repenser ses modes de consommation.

Dans un long travail de déconstruction de leur rapport au travail, ces jeunes redéfinissent ensemble l'idée de réussite matérielle, contraire à celle « d'accumulation matérielle ». Moins contraints par une vie de famille ou des emprunts bancaires, ils goûtent au luxe de pouvoir prendre des risques. « Attention, changer de vie ou de métier, cela ne s'improvise pas, prévient Corinne Morel Darleux. C'est par la formation que l'on fait de la place à de nouveaux imaginaires et registres d'action. »

Tel un « explorateur », Samuel Flambard a ainsi fait le pari de ne pas suivre « la voie la plus classi-

que ». A 24 ans, ce brêcheur est tout juste diplômé de Sciences Po. « La suite logique aurait été de trouver du travail en Asie », explique-t-il. Mais le Jurassien a préféré se lancer seul dans un tour de France à vélo, pour découvrir « des gens hors des villes et des modes de vie alternatifs ». Sans durée limitée, sans objectif particulier, il veut simplement prendre son temps.

« CHOC DES GÉNÉRATIONS »

En woofing [le gîte et le couvert contre des services à la ferme] ou en bivouac, Samuel est autonome niveau logement. Pour se nourrir, il récupère des invendus dans les magasins : « Concrètement, je n'ai pas besoin d'argent », précise l'ancien étudiant boursier, néanmoins conscient lui aussi d'être « hyperprivilégié ». Alors qu'il avait passé un an à Tokyo dans le cadre de ses études à Sciences Po, puis une autre année à faire du conseil

en responsabilité sociétale des entreprises à Mumbai, son premier confinement à la campagne, près de Saint-Malo, l'a transformé. Samuel dit ne plus avoir « foi dans le travail salarié ».

Dans un moment de rupture comme celui que nous vivons, la philosophe Julia de Funès, autrice notamment de l'essai *Ce qui changerait tout sans rien changer* (L'Observatoire, 2020), croit beaucoup « au choc des générations ». « Les jeunes nous poussent dans nos retranchements, se réjouit-elle. Nous avons tendance à rendre le travail insensé en faisant de lui une finalité en soi. Cela lui redonne tout son sens d'en faire un moyen au service de l'existence. » Et la philosophe de rêver : « Puisque ce n'est pas en perfectionnant la bougie qu'on invente l'électricité, cette mise à l'arrêt devrait permettre de fulgurants progrès. » ●

LÉA IRIBARNEGARAY

LES TESTS

TOEIC®

OUI

à une formation d'anglais certifiée avec le CPF* !

www.etsglobal.org

Copyright © 2021 par ETS. Tous droits réservés. ETS, le logo ETS, TOEIC, et TOEIC® sont des marques déposées d'ETS aux États-Unis et dans d'autres pays, sous licence. RCS 480 990 991 PARIS. Création : Agence Caribou. * Compte Personnel de Formation. ** Évaluer pour progresser.

LA RELÈVE

ODILE GAUTREAU

LE CORPS POUR LE DIRE

Jadis moquée pour sa différence, cette étoile montante du mannequinat veut décroiser les représentations du corps féminin

Retracer le parcours d'Odile Gautreau, c'est plonger dans les méandres d'un cheminement aussi intime que politique : celui de l'appropriation de son rapport à son corps, contre les diktats qui s'imposent dès l'enfance. « *Le travail est encore en cours* », lance la jeune mannequin de 28 ans, dans un rire cristallin. Son apparence a quelque chose de magnétique : un visage parsemé de taches de rousseur sur une peau métisse, encadré d'une flamboyante coupe afro. De ce cheveu crépu qui lui valut maintes moqueries enfant, et qu'elle laisse désormais s'épanouir.

Bien plus ronde que la moyenne des mannequins – « *mais pas vraiment plus que celle des femmes françaises* » –, Odile Gautreau tranche avec les standards blancs et ultraminces qui s'affichent habituellement sur les podiums. Portée par une récente ouverture du monde de la mode aux corps moins normés et aux carnations différentes, elle se fraye un chemin dans l'univers du papier glacé, tablant justement sur sa non-conformité. Et sur les messages qu'elle entend porter.

« *Notre rapport au monde est largement déterminé par les images qu'on absorbe. Je joue à en changer les codes* », s'amuse la mannequin, qui a posé pour Nike ou encore L'Oréal, et qui rayonne ce printemps sur une affiche monumentale de la place du Châtelet, à Paris, pour la marque Zalando. La puissance de l'image : elle sait de quoi

elle parle, elle qui officie aussi de l'autre côté de la barrière comme directrice artistique free-lance.

La jeune femme exploite cette force visuelle sur ses propres réseaux sociaux : montrer son corps comme elle l'entend. Avec son compte Instagram @o.g.queen, la mannequin est un des visages du mouvement « *body positive* », qui se développe en France depuis cinq ans. Né aux États-Unis dans les années 1990, celui-ci invite les femmes à s'exhiber fièrement, qu'importe leur morphologie, leur âge, leur couleur de peau ou leur handicap. « *C'est apprendre à être bienveillant avec son corps, à le chérir, et surtout à faire la même chose avec celui des autres*, résume Odile. *On habitue les regards à la beauté de la différence et à l'expression de tous les corps des femmes.* »

LE DÉFRISAGE, UNE ÉPREUVE

Souvent catégorisée mannequin « *grande taille* », elle préfère le terme « *curvy* », qui renvoie à une certaine « *volupté* » et aux courbes féminines, qu'elle n'hésite plus à afficher. Sur ses réseaux, elle ne tergiverse pas lorsque cela lui prend de poser en sous-vêtements ou en maillot de bain. Elle fonce, sans masquer ni les bourrelets qui peuvent apparaître au-dessus de la culotte ni les vergetures qui parent le haut de ses cuisses. « *Je ne veux plus me mentir à moi-même ni me mettre de barrière. J'estime que je me suis déjà suffisamment restreinte* », tranche-t-elle.

La sensation d'être « *différente* » lui saute à la gorge vers ses 7 ans, quand sa famille décide de quit-

ter Bagneux (Haut-de-Seine) pour Limours, une commune semi-rurale de l'Essonne. « *On est arrivés dans une banlieue très blanche, où nous étions la seule famille noire*, explique cette fille d'une mère ivoirienne et d'un père vendéen. *Les gens interrogeaient sans cesse mon métissage, mes traits de visage, alors que je n'y avais jusque-là jamais pensé.* » Les autres enfants pointent qu'elle n'est « *pas comme eux* », raillant ses cheveux crépus. « *On me disait qu'ils ressemblaient à des poils de cul, on s'amusait à me les couper en plein cours.* »

Sa mère commence à les lui défriser, très jeune, avant que cela ne devienne sa propre routine. Une manière d'essayer de « *rentrer dans le moule* », pour ne plus se sentir en décalage. « *Je rêvais de les avoir lisses et soyeux, avec l'espoir vain de les faire voler au vent, comme le vendait la mode de l'époque*, raconte-t-elle. *Mais le défrisage était à chaque fois une épreuve : la sensation de la soude qui brûle le crâne, les plaies que j'en gardais après pendant des semaines. L'air de rien, c'était aussi me couper d'une partie de mon identité.* » Depuis dix ans, la mannequin a cessé de se défriser.

Odile subit très tôt des moqueries sur ses formes. À l'école : « *T'es grosse* », « *t'es moche* ». À la maison, on lui dit de faire attention, qu'elle mange trop. « *J'ai absorbé les perceptions que les autres avaient de moi. Arrivée à l'adolescence, j'avais une vision biaisée de mon propre corps, une dysmorphophobie.* » Dans le miroir, l'adolescente ronde se voit énorme. Elle qui, en primaire, s'affamait pour suivre les régimes des magazines de sa grand-mère plonge dans des crises d'hyperphagie, ces fringales alimentaires massives. « *Tout cela me suit encore*, soufflette-t-elle. *C'est un travail de déconstruction qui peut prendre toute une vie. L'important, c'est de démarrer le processus.* »

Elle insiste : son enfance n'a pas été malheureuse. « *Mais j'attendais avec impatience l'après-bac, que je visualisais comme un moment de renouveau où je serais libre d'avoir mon identité.* » Ce passeport en poche, elle part pour Paris, sans avoir encore la mode dans le viseur. Odile Gautreau est avant tout fascinée par la construction de l'image, l'objet magazine, « *sa texture, son âme* ». C'est par hasard, durant sa formation de design graphique, qu'elle met un premier pied dans le mannequinat quand, encouragée par des amis, elle postule auprès du magazine *Paulette*. On la rappelle vite et lui propose de faire la couverture.

« *Etre confrontée à mon image m'a aidée à me réconcilier avec mon corps*, assure-t-elle. *On n'a pas de prise sur le rendu final : cela apprend à accepter son corps tel qu'il est.* » Ses premières expériences de modèle, qui se succèdent au début des années 2010, n'en restent pas moins déroutantes. « *Je sentais que je venais cocher une case "diversité", explique-t-elle. Et c'est difficile d'être à l'aise quand tu arrives sur des lieux de shooting et qu'il n'y a aucun vêtement à ta taille, aucun coiffeur qui connaisse les cheveux crépus.* »

Elle ne s'autorise à s'investir pleinement dans le mannequinat qu'en 2019, après avoir tenté la vie de bureau. Elle lâche son CDI de



Odile Gautreau, en juin 2020, à Paris. AMSINTHE

directrice artistique chez Sarenza et signe avec trois agences de mannequinat à Paris, Londres et New York. « *J'avais envie de prouver qu'il est possible de réussir dans un milieu qui ne veut pas de nous. De tout dégoupiller* », relate Odile Gautreau. Celle qui n'a jamais rêvé de longues robes, de paillettes et de podiums aborde ce métier sous le prisme de l'engagement. Elle investit ses shootings comme un outil politique, en faveur d'une représentation des corps plus diverse, et de la diffusion d'un discours tiré de sa propre expérience.

« *Autant retourner l'influence d'une marque pour autre chose que de la mode* », affirme-t-elle. Quitte, parfois, à servir une stratégie de « *woke-washing* » des marques (c'est-à-dire d'une exploitation commerciale de cette revendication de la différence) ? « *Qu'ils utilisent mon image pour vendre, très bien. Moi, j'utilise la leur pour porter un discours*

jusque-là invisibilisé », répond Odile Gautreau. Qui regrette une forme de « *silence ambiant* » dans la société sur les thématiques liées au corps, « *qui permet à un climat de grossophobie, de racisme et de non-respect du corps de l'autre – à commencer par celui des femmes – de prospérer.* »

« INCLUSIVITÉ »

« *Odile incarne cette génération qui revendique de bousculer les codes traditionnels de la beauté et de pouvoir être un symbole, en témoignant d'un chemin d'acceptation de soi*, constate Katell Pouliquen, directrice de la rédaction de *Marie Claire*. *Elle est à la croisée des chemins. Une jeune femme extrêmement contemporaine qui n'est pas réductible à une identité : française, métisse, ronde, rousse, une beauté plurielle qu'on n'a pas l'habitude de voir dans les magazines.* »

Son parcours s'inscrit dans un mouvement plus large d'une

« *plus forte représentation de la diversité des morphologies et des carnations, poussé par les consommateurs et par certains créateurs* », observe Katell Pouliquen, qui admet toutefois que « *beaucoup de chemin reste à faire* », notamment dans la représentation des corps gros. « *Il y a eu un changement clair en l'espace de quelques années en France*, abonde Odile Gautreau. *Beaucoup de créateurs s'ouvrent à l'inclusivité, mais cela demeure souvent circonscrit à des événements ponctuels.* »

Odile Gautreau veut imaginer un monde dans lequel des corps comme le sien ne seront plus pensés à la marge, mais dans leur banalité. Un changement de perception qui doit également passer, elle en est persuadée, par l'éducation. Et pour elle, à quoi rêve-t-elle ? « *Etre en paix avec moi-même, pour commencer. Ça aussi, c'est en cours !* » ●

ALICE RAYBAUD

EXECUTIVE MBA :
TRANSFORMEZ
VOTRE CARRIÈRE

Créez votre entreprise,
accédez à des fonctions de direction,
reconvertissez-vous !

04 67 10 26 08
montpellier-bs.com

MBS
since 1897
MONTPELLIER
BUSINESS SCHOOL

NOUS LEVONS
LES FREINS
À L'ACCÉLÉRATION
DE VOTRE CARRIÈRE.

REJOIGNEZ NOS
EXECUTIVE MASTERS
À PARIS !



PARCOURS « START-UP »

TOUS FORMÉS À LA
CRÉATION
D'ENTREPRISE?

L'essor rapide de ces programmes, pourtant utiles pour s'insérer, fait débat au sein des universités

Valentine Desbrosses, jeune diplômée de la licence professionnelle en gestion des établissements d'hôtellerie et de restauration de l'université de Grenoble, avait tout imaginé. Un concept, un business plan... En l'espace, elle voulait lancer un bar à thème médiéval. Un projet qu'elle avait développé pendant un an dans le cadre du Pépite Ozer, la structure de l'université grenobloise qui aide des étudiants et jeunes diplômés à lancer leur entreprise. Malgré des débuts prometteurs, elle a dû abandonner fin 2020, à cause des restrictions sanitaires. Toutefois, Valentine garde un souvenir positif de son année, qui lui a permis de décrocher un emploi. Elle est désormais chargée d'accompagnement à l'ADIE, une association d'aide à l'entrepreneuriat.

Construire un business plan, présenter ses idées, chercher des financements, postuler à des concours... Autant de savoir-faire que les étudiants sont de plus en plus nombreux à expérimenter au cours de formations ou de modules spécialisés. A l'origine proposées dans les écoles d'ingénieurs, de commerce et les Instituts d'administration des entreprises, les formations à l'entrepreneuriat se sont énormément développées au sein des universités depuis dix ans. Celles-ci ont été portées par des dispositifs tels que les 33 pôles étudiants pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat (les Pépites), le diplôme « étudiant entrepreneur » et le statut national d'étudiant entrepreneur (SNEE). Ainsi, 21 000 porteurs de projets ont bénéficié du SNEE depuis 2014, dont 5 068 pour la seule année 2020, soit + 10 % par rapport à 2019.

Le plan en faveur de l'entrepreneuriat étudiant lancé en 2019 par le ministère de l'enseignement supérieur, baptisé « L'esprit d'entreprendre », ancre la volonté politique du gouvernement de faire de l'entrepreneuriat « une priorité,

en multipliant les formations, en encourageant la conduite de projets entrepreneuriaux durant les études et en améliorant la reconnaissance des compétences développées par les étudiants entrepreneurs », expliquait alors le communiqué. Un appel à projets a été lancé fin 2020 : 24 projets sélectionnés issus des Pépites se partageront 5 millions d'euros.

TRAITS DE PERSONNALITÉ

Au-delà de la viabilité effective des entreprises lancées par ces jeunes, les compétences développées sont de précieux atouts sur le marché du travail. En particulier en temps de crise économique. « L'étudiant va bénéficier d'un réseau, échanger avec d'autres porteurs de projets », explique Karine Le Rudulier, enseignante-chercheuse en entrepreneuriat à l'IGR-IAE Rennes, école universitaire de management. Il ou elle va développer ses *soft skills* (« compétences comportementales »), comme la communication ou la capacité d'adaptation. De quoi bénéficier d'un « facteur de distinction », selon Catherine Peyroux, directrice du Pépite Languedoc-Roussillon. « Il y a quelques années, ce qui différenciait un étudiant d'un autre, c'était d'être parti en mobilité Erasmus.

Aujourd'hui, c'est d'entreprendre pendant ses études », estime-t-elle.

Dans une étude de mars de cette année, le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq) constate que les étudiants formés à l'entrepreneuriat ont des conditions d'insertion en tant que salariés légèrement plus favorables que les autres étudiants avec un même niveau de diplôme, notamment sur le salaire. Comme le note Alexie Robert, l'une des autrices de l'enquête, « ils s'insèrent mieux et ils ont davantage d'aptitudes, comme le goût du risque. On peut supposer que les formations renforcent ces capacités ». Mais ces effets positifs sur les conditions d'emploi « semblent davantage liés au profil des participants qu'aux effets propres de ces formations », estime le Céreq.

En outre, parmi les diplômés bac + 5, ceux qui ont été formés à la création d'entreprise pendant leurs études sont nettement plus nombreux à être « à leur compte » trois ans plus tard (10 % des diplômés, contre 5 % de ceux qui n'ont pas reçu de formation). Sept ans après le diplôme, ce chiffre augmente encore : 14 % de ceux qui ont été formés sont « indépendants » (chef d'entreprise, microentrepreneur, en profession libérale...).

Mais le développement de ces programmes au sein des universités fait débat. « Certains s'inquiètent d'une évolution de l'enseignement délibérément tournée vers les savoirs de l'entreprise au détriment des connaissances nécessaires à la fabrication d'un esprit critique, tandis que d'autres voient dans ces formations l'opportunité pour les jeunes de mieux choisir leur avenir professionnel et de se lancer dans des activités qui font sens », résume le Céreq. Le risque étant de vouloir généraliser à tous les étudiants la nécessité de développer un « esprit d'entreprendre », qui renvoie à des dispositions singulières. « L'esprit d'entreprendre repose en partie sur des traits de

personnalité et des qualités tels que l'autonomie, la confiance en soi ou le goût du risque, qui doivent être encouragés mais ne peuvent être exigés », écrit le Céreq.

Au début tournés vers l'innovation technologique, les pôles consacrés à l'entrepreneuriat au sein des universités englobent désormais « une dimension d'insertion des étudiants », observe Olivia Chambard, chercheuse au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), autrice de *Business Model. L'université, nouveau laboratoire de l'idéologie entrepreneuriale* (La Découverte, 2020). Au cours de ses travaux, la sociologue a remarqué que ces formations diffèrent, en qualité, selon les établissements, certaines restant « incantatoires », quand d'autres, mieux dotées, dispensent de vrais enseignements pratiques. « On apprend aux jeunes à gérer leur carrière comme une entreprise », résume-t-elle. A savoir « cumuler les statuts », « créer leur emploi »... Mais on fait « reposer sur la responsabilité individuelle la question de la réussite professionnelle », critique-t-elle.

Inventer son métier, c'est ce qui a poussé Blanche Walther à intégrer le Pépite de la Sorbonne pour lancer un concept de mise en relation d'artistes et acquéreurs d'œuvres d'art. Mais la formation offerte, « très probusiness », selon elle, n'a pas convaincu cette étudiante, en master de philosophie. « Pour ceux qui veulent lancer une start-up, lever des fonds, c'est très bien. Mais ce type de modèle ne me correspondait pas. »

En cette année de tout-distanciel, les étudiants-entrepreneurs des Pépites profitent, en tout cas, d'un suivi rapproché qui les aide à ne pas décrocher. « Les étudiants qui ont un objectif personnel s'en sortent plutôt mieux que les autres face aux difficultés liées à la crise », relève Valérie Patrin-Leclère, directrice du Pépite Sorbonne Université, qui incube 150 porteurs de projets. ●

SARAH NAFTI

« L'AUTONOMIE OU LE GOÛT DU RISQUE DOIVENT ÊTRE ENCOURAGÉS, MAIS NE PEUVENT ÊTRE EXIGÉS »

LE CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LES QUALIFICATIONS

CRÉONS VOS OPPORTUNITÉS DE DÉVELOPPEMENT

> IÉSEG Executive Development vous accompagne au travers de parcours sur mesure, de formations diplômantes et de projets de recherche appliquée, pour votre transformation et celle de votre organisation.



EMPOWERING CHANGEMAKERS FOR A BETTER SOCIETY *

*Former et faire grandir les acteurs du changement œuvrant pour une société meilleure

J'AVAIS 20 ANS

« J'AI PU FAIRE DE MA DIFFÉRENCE UNE FORCE »

MARIE ROSE MORO

La pédopsychiatre, pionnière de la psychiatrie transculturelle, revient sur son parcours influencé par son histoire de fille d'immigrés espagnols



Marie Rose Moro, en septembre 2017, à Paris. JEAN-LUC BERTINI/PASCO

Derrière un masque en papier bleu se cache une femme chaleureuse, souriante et généreuse. Marie Rose Moro nous accueille à la Maison de Solenn, la structure spécialisée dans la prise en charge des adolescents de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) qu'elle dirige depuis 2008, boulevard de Port-Royal, à Paris. Le timing est serré, la pédopsychiatre court après le temps. Autrice d'une vingtaine d'ouvrages et professeure de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent à l'Université de Paris, Marie Rose Moro est pionnière de la psychiatrie transculturelle. Elle effectue notamment des consultations pour soigner des enfants de migrants souffrant de leur déracinement ou de leur difficulté à s'adapter à leur pays d'accueil. Une méthode influencée par sa propre histoire de fille d'immigrés ayant fui l'Espagne franquiste.

Pour *Le Monde* elle revient sur son parcours, celui d'un voyage entre deux mondes. De son enfance dans un petit village des Ardennes, bercée entre le castillan, sa langue maternelle, et le français, qu'elle apprend à l'école à 6 ans, à son choix de devenir pédopsychiatre.

Etes-vous inquiète de la situation des adolescents avec la crise que nous vivons aujourd'hui ?

Ils payent un prix assez cher. Il y a une augmentation importante, de l'ordre de 30 %, des crises chez les adolescents. Entre les restrictions sanitaires, les problèmes familiaux, le futur qui est difficile à envisager, des situations de restrictions qui, chez certains, font écho à la guerre que des jeunes réfugiés ou des migrants ont vécue... Les ados vivent une période vraiment difficile. Mais, globalement, ils tiennent le coup.

Et vous, quel genre d'enfance avez-vous eue ?

J'ai grandi dans un tout petit village agricole, près de Sedan, dans les Ardennes. J'avais seulement 9 mois lorsque mes parents ont quitté l'Espagne franquiste pour la France. Ils appartenaient tous les deux à des familles extrêmement modestes de Castille. Mon père est venu dans la région

pour travailler comme bûcheron et ma mère s'occupait de nous à la maison. Nous étions cinq frères et sœurs. Nous vivions dans une communauté d'Espagnols, mais il y avait aussi une communauté de Polonais, de Maghrébins. Jusqu'à l'âge de 6 ans, je parlais essentiellement espagnol. C'est à l'école que j'ai appris, comme disaient mes petits camarades, le « français de la maîtresse » : les autres enfants parlaient dans un langage plus populaire, et moi dans un français plus... précis.

Etiez-vous bonne élève ?

Oui, du genre modèle, toujours la première de la classe. Mon père ne me laissait pas trop le choix ! Je n'aurais pas pu rentrer chez moi et lui dire que j'étais deuxième. Mais j'ai toujours eu un rapport à l'école plutôt agréable, pour moi c'était un monde intéressant. J'adorais apprendre des choses qui étaient différentes de ce que j'apprenais chez moi, sans pour autant qu'elles entrent en contradiction. Et puis j'ai rencontré un couple d'instituteurs qui a été très généreux avec moi. Ce sont eux qui ont décidé de me donner un prénom français, plutôt que mon prénom espagnol, Maria del Rosario. Selon eux, ce prénom difficile à prononcer m'aurait empêchée d'avoir la grande carrière qu'ils imaginaient pour moi !

Ensuite, je garde un bon souvenir de mes années lycée. J'étais à Pierre-Bayle, à Sedan. Un lycée public très libéral où il y avait très peu de règles ou de sanctions. A cette période, je me suis passionnée pour Arthur Rimbaud. Un jour, j'ai décidé de rater mon cours d'allemand pour me rendre au musée qui lui était dédié à Charleville. Dans le train du retour, je suis tombée sur mon proviseur. Il savait que je devais me trouver en cours à cette heure-là, mais il m'a félicitée pour ma curiosité !

Votre intérêt pour la médecine vous est-il venu dès le lycée ?

Pas tout à fait, c'est une vieille histoire. En quittant l'Espagne, mon père est parti avec l'idée qu'immigrer, c'était une manière pour lui et sa famille de retrouver une liberté, mais aussi d'accéder à la connaissance. A ses yeux, le métier qui caractérisait le plus le

savoir, c'était celui de docteur. C'est donc la profession qu'il a envisagée pour moi, sa fille aînée. J'ai grandi avec ce mandat. Mais dans notre village, personne n'avait jamais eu le bac. Alors, je n'ai pas tout de suite imaginé que je serais docteur.

J'ai d'abord pensé que je serais hôtesse de l'air, puis j'ai songé à devenir enseignante. Mais en terminale, je me suis passionnée pour la philosophie. Ce que j'aimais dans cette matière, c'était la possibilité d'utiliser les idées pour agir sur le monde. Une sorte d'idéal intellectuel. Mais j'ai compris, bien plus tard, que la philosophie était aussi à mes yeux une clé pour m'inscrire dans le monde français. Après le baccalauréat, j'ai donc choisi que je ferais un double cursus. J'ai commencé par la médecine, à l'université de Nancy. Je ne pouvais pas faire autrement, c'était la justification de la migration de mon père. J'ai débuté une licence de philosophie, après l'obtention du concours de première année.

Cette vie d'étudiante en médecine vous plaisait-elle ?

J'avais des facilités, ce n'était pas éprouvant. En revanche, ce que j'ai trouvé dur, c'était de quitter ma famille alors que je n'avais même pas 18 ans. En tant qu'espagnole – je n'ai eu la nationalité française que plus tard –, je n'avais pas le droit aux bourses et mes parents avaient très peu de moyens. Je devais travailler à côté de mes études pour vivre. Mais j'ai eu la chance de trouver un travail extraordinaire : accueillir les étudiants hispanophones. C'était ma récréation.

Pourquoi avez-vous choisi de devenir psychiatre des enfants et des adolescents ?

A la fin de mes études, j'hésitais encore entre me spécialiser en maladies infectieuses, pour devenir médecin humanitaire, ou bien faire de la pédopsychiatrie, pour réunir la médecine et philosophie. Le professeur et pédopsychiatre Pierre Tridon m'a conseillé d'aller voir une de ses amies psychanalystes pour qu'elle m'aide à trouver ma voie. Pierre Tridon m'a encouragée à quitter Nancy pour Paris. « Tu as besoin d'un monde plus grand pour penser, là-bas tu auras

Cinq dates

1961 Naissance à Ciudad Rodrigo (Castille-Leon), en Espagne
1962 Arrivée en France
1979 Début des études de médecine à Nancy
1986 Rencontre avec le professeur Serge Lebovici à Bobigny
2008 Chef de service de la Maison de Solenn, la maison des adolescents de l'AP-HP, à Paris

beaucoup plus de possibilités», m'avait-il dit. Il a écrit une lettre à son ami psychiatre, Serge Lebovici, pour qu'il me forme. S'il ne m'avait pas poussée à me rendre à Paris, je ne sais pas si j'en aurais été capable seule. J'étais impressionnée. Pour moi, Paris, c'était Simone de Beauvoir, Jean-Paul Sartre... Et je savais qu'il fallait que je travaille pour vivre à côté de mes études et que c'était plus cher que Nancy.

Vous avez eu un choc en arrivant à l'hôpital Avicenne de Bobigny...

Oui, j'ai découvert un monde que je ne connaissais pas du tout : celui de la banlieue. Quand je suis arrivée à Bobigny, en Seine-Saint-Denis, où travaillait Serge Lebovici, j'ai été révoltée par les préjugés qu'il y avait sur les migrants dans les services. Notamment, le fait qu'ils soient dépeints comme des gens incapables de bien s'occuper de leurs enfants. J'étais vraiment très en colère et je me disais qu'il fallait à tout prix inventer une façon de faire de la psychiatrie qui ne stigmatisait pas les patients et qui mette en valeur leurs compétences.

Cela existait déjà à Bobigny : à l'époque, c'est ce que l'on appelait l'ethnopsychiatrie. Une méthode était déjà mise en place pour la première génération. Mais Serge Lebovici m'a encouragée à imaginer une technique pour la deuxième génération, celle des enfants de migrants. En parallèle de ma formation de psychiatre et de psychanalyste, je me suis donc formée à l'anthropologie. A l'issue de ce double, voire triple cursus, je suis devenue pédopsychiatre et j'ai débuté mes propres consultations transculturelles, destinées en priorité à ces enfants.

C'est donc votre histoire personnelle qui vous a poussée dans cette voie...

Oui, totalement. Je suis un enfant de migrants, mais surtout j'ai vite remarqué que j'avais eu beaucoup plus de chance que ces enfants de migrants de Bobigny. Moi, j'avais pu faire de ma différence une force. J'ai toujours eu le sentiment que quelqu'un me tirait vers le haut. Tout au long de ma vie, j'ai rencontré des personnes qui m'ont encouragées à faire des choses que je n'avais pas envisagées moi-même. Alors que ces migrants, que je voyais à Bobigny, étaient vraiment discriminés et mis dans des positions insoutenables. Et pourtant, je ne voyais pas de différence entre eux et moi. Cela m'était insupportable. Mon histoire personnelle m'a obligée à agir, pas parce que j'avais vécu la même chose qu'eux, mais parce que je pensais avoir vécu des choses plus faciles qu'eux.

Avec le recul, diriez-vous que 20 ans était votre plus bel âge ?

C'était un très bel âge. On a l'impression que tout est possible et il y a beaucoup de « première fois » : les voyages, les rencontres, les relations amoureuses... Mais au moment où on le vit, on ne s'en rend pas spécialement compte. C'est souvent rétrospectivement que l'on réalise que c'était un très bel âge. Heureusement il y en a d'autres, il n'est pas unique. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR ROMANE PELLEN

« AUX YEUX DE MON PÈRE, LE MÉTIER QUI CARACTÉRISAIT LE PLUS LE SAVOIR, C'ÉTAIT CELUI DE DOCTEUR. J'AI GRANDI AVEC CE MANDAT »

Le Monde
CAMPUS
LE MAG'

AVEC

LE MAGAZINE DE L'ORIENTATION

CHOISIR SA V(O)IE



LE 23 AVRIL

SUR WEOTV ET SUR LEMONDE.FR

En partenariat avec

ÉCOLOGIE

LES ÉCOLES DU PAYSAGE DANS L'AIR DU TEMPS

Pour répondre aux nouveaux enjeux environnementaux, les sept établissements qui forment les concepteurs d'espaces extérieurs orientent leurs étudiants vers un urbanisme durable

Ce vendredi matin, la trentaine d'étudiants de l'École nationale supérieure de paysage de Versailles (ENSP), bottes en caoutchouc aux pieds, papotent devant les locaux historiques de l'école. Derrière eux, le potager du roi étale ses formes géométriques. L'ambiance est à la rigolade: malgré le mauvais temps, ils sont impatients à l'idée de la séance «d'arpentage» du jour, qui vient clore cette semaine d'atelier. Dans cette année de cours en grande partie à distance, chaque jour de terrain est précieux pour ces amoureux de grand air.

Anciennes mais peu connues, les sept écoles du paysage françaises accueillent au total quelque 600 élèves. Parmi elles, quatre préparent au diplôme d'Etat de paysagiste (DEP), qui confère le grade de master (bac + 5): l'ENSP, située à Versailles (Yvelines) et Marseille, les Ecoles nationales supérieures d'architecture et du paysage de Lille et de Bordeaux, et l'École de la nature et du paysage de Blois (Loir-et-Cher).

La formation démarre par un cycle de deux ans, accessible après le bac par le biais de Parcoursup (dossier et entretien). La majorité des étudiants intègrent ensuite, sur dossier, le cycle DEP, en trois ans, jusqu'au master 2. Il est également possible d'intégrer ces écoles à bac + 2 par un concours

commun, dont les épreuves viennent d'être remaniées. Soixante-six places sont proposées cette année – pour un taux de réussite avoisinant les 30%. Un système d'admissions sur dossier permet également à une trentaine d'étudiants d'entrer directement en master.

ÉTUDE DU VIVANT

Les trois autres écoles de paysage sont plus scientifiques. Accessible sur concours à bac ou bac + 3, la formation d'Agrocampus Ouest (Angers), en cinq ans, débouche sur un diplôme «d'ingénieur du paysage». Tout comme celle de l'ITIape Lille-Antibes: cet établissement privé, rattaché à l'ISA-Lille, forme en trois ans après un bac + 2 des ingénieurs du paysage par la voie de l'alternance. A Paris, l'École supérieure d'architecture des jardins (ESAJ), privée également (comptez 8250 euros l'année), est axée sur l'étude du vivant. Elle délivre en trois ans après le bac un bachelors d'assistant paysagiste, et en cinq ans un mastère paysagiste.

Entre la sensibilité plus forte de la jeunesse au réchauffement climatique et l'intérêt renouvelé, en ces temps de pandémie, pour le cadre de vie, la filière «a le vent en poupe», veut croire Michel Audouy, secrétaire général de la Fédération française du paysage.

«Si, pour l'instant, le nombre de candidats est relativement stable», remarque-t-il, les écoles ont en revanche «diversifié leur recrutement», avec des étudiants qui viennent de licences de géographie ou d'environnement, d'écoles d'architecture, d'horticulture, mais aussi des arts appliqués.

A la sortie, aussi, les débouchés ont évolué: à côté du traditionnel poste en bureau d'étude ou en collectivité, de plus en plus de jeunes diplômés se mettent à leur compte ou intègrent des collectifs pluridisciplinaires, avec une prédilection pour les projets artistiques ou la médiation territoriale. Sur le terrain, les professionnels notent un regain d'intérêt des collectivités pour la végétalisation des espaces et la participation citoyenne, mais les moyens ne suivent pas toujours. Résultat, la concurrence est rude et, les premières années au moins, les jeunes paysagistes doivent composer avec une forme de précarité.

CES ÉCOLES ONT «DIVERSIFIÉ LEUR RECRUTEMENT». À LA SORTIE, LES DÉBOUCHÉS ONT ÉVOLUÉ

La formation, elle aussi, évolue, pour répondre à de nouvelles problématiques des villes. Ainsi à l'ENSP, les étudiants de master travaillent, par exemple, sur la continuité du paysage «rural-urbain» en limite de métropole. Pour explorer cette notion, les enseignants se sont focalisés sur le sud-ouest de Paris. Autrefois rural, le secteur est un bon moyen de «sensibiliser les étudiants aux méfaits de l'étalement urbain et de les inciter à imaginer de nouvelles pratiques plus respectueuses de l'environnement», décrypte Bruno Tanant, paysagiste et responsable du département projets de l'école.

Après avoir rencontré ces trois derniers jours des acteurs du territoire, les étudiants, répartis en deux groupes, vont quadriller la zone en voiture et à pied, en quête d'une compréhension plus globale. Le groupe, piloté par Bruno Tanant, réalise une boucle entre la forêt de Rambouillet et le parc de la vallée de Chevreuse. «Regardez par la fenêtre, soyez attentifs aux interstices, à la manière dont on passe d'une ville à l'autre. Prenez des notes, faites des photos, des vidéos, dessinez!», recommande aux étudiants la paysagiste Manon Anne. Le véhicule s'engage sur la nationale 10 en direction du sud-ouest: Montigny-le-Bretonneux, Trappes, Elancourt, La Verrière... A travers la fenêtre

du minibus, le paysage qui défile est une succession de zones d'activités couvertes de panneaux publicitaires, de quartiers pavillonnaires et d'infrastructures routières. A partir de Coignières, le périurbain laisse, presque sans transition, place aux champs cultivés. Armés de leur GPS, les élèves suivent le trajet, et cherchent la présence d'eau, de faune et de flore, l'habitat, les axes routiers. Bref, ces coutures et ces frictions entre ville et campagne.

APPROCHE PERSONNELLE

Les deux vans font un premier arrêt au Perray-en-Yvelines: «Une commune pavillonnaire emblématique de la périphérie, avec les questions d'éloignement révélées dans une certaine mesure par la crise des "gilets jaunes"», analyse Bruno Tanant. Les étudiants prennent des notes sous forme de croquis. L'ENSP les pousse à développer une approche personnelle de la représentation de l'espace. «On a des cours d'arts plastiques, et au fil de la scolarité, on apprend à diversifier nos techniques», précise Nicolas, l'un d'entre eux.

Plus tard, les minibus font halte à Dourdan (Essonne). Avec son coquet centre historique et son château fort du XIII^e siècle, c'est une autre facette du territoire, poursuit Bruno Tanant, qui invite les étudiants à s'inspirer de la

résilience des petites villes. Sur le chemin du retour, la conversation roule maintenant sur les essences d'arbres qui bordent la route. Beaucoup d'étudiants, issus de précédentes formations en architecture, urbanisme ou en design, sont venus chercher à l'école du paysage de Versailles des connaissances en botanique, une compréhension des écosystèmes et de leurs propriétés. Une dimension centrale dans la conception d'espaces qui s'adaptent.

Revenus à l'école, tous se retrouvent à l'atelier. Sur le sol, les professeurs ont étalé une carte IGN. La semaine prochaine, les élèves vont utiliser les données collectées pour proposer une cartographie thématique du site, et construire une maquette qui les suivra pendant les deux mois et demi de l'atelier. Sur ces bases, chaque élève va ensuite proposer un projet qui améliore un aspect du fonctionnement du territoire, dans une démarche de durabilité. Comme agrandir la forêt de Rambouillet, suggère Bruno Tanant. «Il faudra alors décider sur quel lieu on replante, quels types d'arbres, quel travail on met en place en matière de paysage, comment on le traduit en termes d'urbanisme, d'écologie...», explique le professeur. *Beaucoup sont encore frileux, moi je leur dis: c'est à vous de faire la révolution!* ●

CÉCILE PELTIER



Découvrez notre offre de formation continue et construisons ensemble votre avenir !

FORMATIONS ÉLIGIBLES À LA FORMATION CONTINUE

➔ DIPLÔMES UNIVERSITAIRES

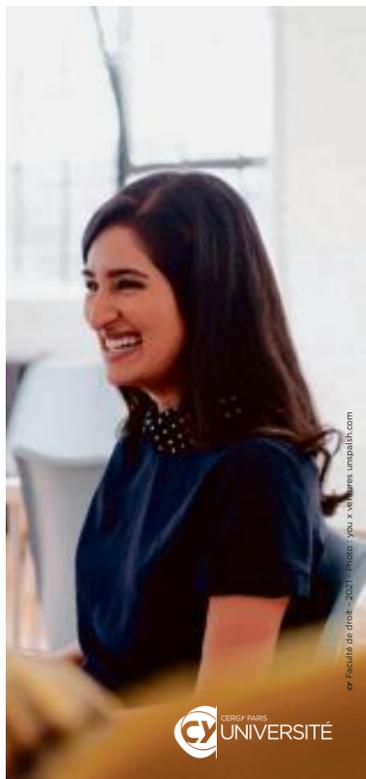
- DU Laïcité et principes de la République
- DU Pratique des finances publiques locales

➔ LICENCES EN DROIT

- Licence Parcours droit français
- Licence Parcours droit anglo-américain
- Licence Parcours droit espagnol & latino-américain
- Double licence franco-allemande en droit
- Licence professionnelle assistant juridique parcours «paralegal-tech» (L3)

➔ MASTERS EN DROIT

- Diplôme de juriste conseil en entreprise (DJCE)
- Droit des activités et relations économiques internationales & européennes
- Droit des collectivités territoriales et politiques publiques
- Droit de la consommation et des pratiques commerciales
- Droit des contentieux publics
- Droit et éthique des affaires
- Droit du financement et des investissements immobiliers
- Droit fiscal et douanier
- Droit des libertés et des droits de l'Homme
- Droit pénal financier
- Droit privé général et sciences criminelles
- Droit de la santé et de la protection des personnes
- Droit social



UNIVERSITÉ

plus d'informations sur www.droitucp.fr



VOUS ÊTES CADRE DIRIGEANT ET SOUHAITEZ DONNER UN NOUVEL ÉLAN À VOTRE CARRIÈRE ?

Rejoignez l'Executive Master de l'École polytechnique pour bâtir le monde de demain



EXECUTIVE MASTER

Technologie • Management • Innovation

12 modules de 4 à 5 jours compatibles avec vos fonctions
Boostez vos compétences et vivez une expérience unique au cœur de l'innovation

Inscrivez-vous à notre prochaine session d'information sur polytechnique.edu/executive-master

TRANSE

RMER

- FORMATIONS SUR MESURE
- EXECUTIVE MBA
- EXECUTIVE MASTÈRES SPECIALISÉS
- CERTIFICATS

EXECUTIVE EDUCATION

Un accompagnement personnalisé pour révéler vos compétences managériales.

Be passionate.
Shape the future*

www.neoma-bs.fr

NEOMA
BUSINESS SCHOOL

REIMS • ROUEN • PARIS

